

## CHAPITRE XIII

L'invasion. — 1814 et 1870. — La nation désarmée. — La science allemande. — L'armée de Châlons en marche perd du temps chaque jour. — Rôle de l'empereur. — Surprise de Beaumont. — Fautes de M. de Faily. — Désordre de l'armée. — Le général de Wimpffen prend le commandement du 5<sup>e</sup> corps. — L'empereur dans la journée du 30 août. — Ses dépêches. — La journée du 31 août. — L'armée peut battre en retraite sur Mézières. — Le 1<sup>er</sup> septembre, il est trop tard. — Journée du 1<sup>er</sup> septembre, ou bataille de Sedan. — L'infanterie de marine à Bazailles. — L'empereur capitule. — Colère du général de Wimpffen. — Il se décide à traiter. — La capitulation. — Rapport de M. de Bismarck. — L'empereur prisonnier. — Le roi Guillaume. — Le champ de bataille. — Bazailles incendiée. — Napoléon en Allemagne. — La prison de Wilhelmshöhe. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Jamais peut-être, dans l'histoire tourmentée de notre France, une heure aussi solennelle n'avait sonné que celle qui devait bientôt retentir comme un carillon de victoire ou comme un glas funèbre. L'invasion étendait partout ses maux dans nos provinces de l'est. Les rues de Strasbourg n'étaient déjà plus que des ruines et, tandis que le Corps législatif déclarait que la capitale de l'Alsace avait bien mérité de la patrie, les obus incendiaires et les bombes à pétrole tombaient sur cette malheureuse ville que le badois Werder écrasait sous son artillerie. Phalsbourg aussi résistait et tandis que quatre uhlands entraient à Nancy, la jeunesse de la cité lorraine combattait bravement à Toul et repoussait les assauts des envahisseurs. Nous aurons à faire connaître, par la suite, les efforts et le courage de ces combattants. Je veux ici surtout décrire l'état d'affaiblissement dans lequel l'empire avait mis la France.

Étouffée sous la centralisation, privée depuis vingt ans de toute initiative, habituée à servir, à attendre le mot d'ordre de l'autorité et à s'y conformer servilement, la patrie avait peu à peu perdu cette vigueur de l'âme qui seule fait la force des nations. Elle était énervée et, au lieu de se dresser, menaçante devant l'envahisseur, elle se courbait sous ce nouveau maître comme elle s'était courbée sous un autre depuis la nuit de Décembre. Le général de Wimpffen raconte quelque part que le préfet de Mézières ne parlait de rien moins que de destituer un maire du département qui, fidèle aux souvenirs de 1814 et 1815, au lieu de recevoir l'ennemi en baissant l'échine, s'était occupé d'organiser la résistance dans sa commune et de donner des fusils à ses administrés. Le gouvernement impérial avait été à ce peuple français tout moyen de combattre non-seulement l'oppression, mais l'invasion. Au moment où s'étaient formées dans les

Vosges ces compagnies de francs-tireurs dont la France eut eu alors un si grand besoin pour défendre ses défilés, l'empire avait exigé que ces compagnies fussent militarisées, absolument soumises au ministère de la guerre et que leurs officiers, au lieu d'être élus par leurs hommes, reçussent leurs commissions de l'autorité. Mais, selon l'expression du maréchal Le Bœuf, bien des gens aiment l'odeur de la poudre sans aimer l'odeur de la caserne et, devant ces obstacles suscités par l'administration, les bataillons de francs-tireurs s'étaient à peu près dissous. L'empire, par la crainte de voir les citoyens armés, privait ainsi le pays d'une force libre, vigoureuse et puissante.

Et tandis que les citoyens désarmés, les gardes nationales sans fusils, voyaient arriver chez eux l'ennemi, l'autorité, les représentants de l'empire s'attachaient à étouffer dans les cœurs les dernières étincelles de flamme patriotique. Le découragement, l'abdication, la servilité venait de haut : elle était mise à l'ordre du jour par les fonctionnaires de Bonaparte. La publicité a déjà fait justice de l'affiche apposée sur les murs de Nancy, affiche où le préfet de la Meurthe, M. Podevin, dont le nom depuis ce jour est tristement célèbre, M. Podevin qui ne laissait à Nancy « ni un soldat, ni un fusil, ni une cartouche », conjurait les habitants de bien recevoir l'ennemi. Un peu plus tard, M. Périer, maire de Châlons, faisait afficher l'avis que voici :

« LE MAIRE DE CHALONS A SES CONCITOYENS.

« Les troupes prussiennes peuvent, d'un moment à l'autre, être à nos portes.

« Nous n'avons, à Châlons, aucun moyen d'arrêter ni même de retarder leur marche.

« Nous adjurons nos concitoyens de contenir

leurs patriotiques et douloureux sentiments et d'éviter toute espèce d'actes d'hostilité.

« Non-seulement ces actes n'auraient aucun résultat utile, mais ils pourraient attirer des malheurs sur les monuments de notre cité, sur nos foyers et sur nos familles.

« Le maire de Châlons,

« EUG. PÉRIER. »

Tristes exemples de décrépitude morale et de servilité devant l'étranger. Sur ce point, la fin du second empire qui, sur tant d'autres ressemblait si fort au premier, était indigne de 1814 et 1815. Les illusions, les nouvelles fantastiques de victoires improbables, les faux bruits qui affirmaient la démoralisation de l'armée ennemie, son mauvais état sanitaire, et les mensonges inventés pour rendre un peu d'espoir aux vaincus et qui devaient au contraire leur rendre la déception plus amère, tout cela, en 1870, ressemblait aux erreurs, aux chimères de 1814 ; mais ce qui ne ressemblait pas au passé, c'était la vigueur de la défense et la haine de l'étranger chez les citoyens, et le génie chez l'empereur (1).

(1) Rien n'est plus intéressant d'ailleurs que de comparer les deux époques l'une à l'autre. Il suffit de rapprocher le *Moniteur* de 1870 des journaux de 1814.

On lisait dans le *Journal de l'Empire* du samedi 22 janvier 1814 :

« D'après les avis que nous recevons de Saint-Jean-de-Luz et des autres communes occupées par l'ennemi, ses troupes souffrent toute espèce de privations. Les Anglais ne parlent plus de passer l'Adour, ni d'assiéger Bayonne ; ils témoignent le désir de la paix, et leurs officiers annoncent qu'elle ne tardera pas à se faire ; ils paraissent fort ennuyés du séjour qu'ils font sur notre frontière. »

« Mon fils, — écrit le 22 février M. de Vanlay, greffier du tribunal de Nogent-sur-Seine, — a été forcé, la baïonnette dans les reins, de décroter les bottes d'un soldat russe. »

« L'un de nous, — ajoute un membre du conseil municipal de Pons-sur-Yonne, — se plaignait, le 12, au général ennemi, d'avoir été volé dans ses poches. Pour le consoler, un officier supérieur raconte, en présence de ce général, qu'un maire des environs, mandé par lui, avait été obligé d'entrer nu-pieds, parce que la troupe lui avait ôté ses souliers à sa porte ; et tous officiers présents, le général lui-même, se mettent à rire aux éclats. »

Le 13 mars, on annonce que la garnison de Metz a fait une sortie, et qu'elle s'est portée à cinq ou six lieues de la place ; elle a enlevé tous les détachements et tous les convois ennemis qu'elle a rencontrés.

Le 24 mars, le journal annoncera :

« Un Français, fait prisonnier à Dresde, qui est revenu à Paris, annonce qu'il n'a trouvé aucun corps d'armée ennemi en Allemagne et sur les bords du Rhin : les pertes énormes que les alliés ont éprouvées depuis six semaines les ont forcés à faire venir à la hâte, toutes leurs réserves, et il est certain qu'elles avaient déjà rejoint les armées coalisées avant les dernières affaires. »

Les feuilles contemporaines, encore un coup, n'ont fait que plagier leurs aînées.

Il y a des pages véridiques à côté de ces mensonges trop rassurants. Celle-ci entre autres, vraiment tragique et sauvage :

« C'est surtout dans le Gâtinais que Platow et ses Tartares ont épuisé tout ce que le brigandage a de plus atroce. Ces hommes qui, d'après leurs proclamations ne font pas la guerre au peuple français, se sont jetés sur cette province dans un instant où elle n'était pas défendue, et toutes leurs

L'invasion allemande de 1870 était d'ailleurs autrement réglée et mathématiquement exécutée que l'invasion européenne de 1814. Les uhlands, connaissant un hameau à une grange près, une route en quelque sorte, arbre par arbre, sont devenus légendaires. Ils entraient dans un village ou une bourgade, dans une ville même, par petits

traces y ont été marquées par le crime et la destruction. Il n'est pas un village, pas une ferme qu'ils n'aient ravagés. Ils déchiraient les oreilles des femmes en arrachant violemment les petites boucles d'or qui y étaient suspendues. A Lachat, auprès de Souppes, un cultivateur, ayant pris une fourche pour défendre sa fille, a été massacré sur le corps de cette enfant, à peine âgée de douze ans. Ces barbares poussaient contre la capitale des hurlements féroces ; on en a vu plusieurs mettre des cendres dans leurs mains et les jeter au vent en criant : « A Paris ! »

Les villes qui ont eu la faiblesse d'implorer la générosité de l'ennemi n'ont guère moins souffert que les autres. En y entrant, les chefs recommandent une discipline sévère ; mais, dès le lendemain, ils exigent d'énormes contributions qu'il est absolument impossible de payer ; et ils annoncent que si elles ne sont pas acquittées en vingt-quatre heures, la ville sera livrée au pillage pendant deux jours. Les habitants, au désespoir, épuisent leurs ressources, portent leurs bijoux, leur argenterie ; mais tous leurs sacrifices ne suffisent point pour compléter la somme qui leur est imposée, le pillage commence, et toutes les horreurs s'ensuivent.

On conte que les Autrichiens prisonniers s'écrient avec empressement : *Moi pas Russe, pas Cosaque*, comme on contera, cinquante-six ans plus tard, que les Bavares et les Polonais s'écrient : *Moi, pas Prussien !*

Dans le numéro du dimanche 6 février 1814, une correspondance de Troyes, du 2 février, relate :

« Les habitants du département de l'Aube se lèvent de tous côtés. Les proclamations, adressées par MM. Caffarelli, préfet, et Dulong, général de brigade, ont produit le meilleur effet et excité le plus vif enthousiasme. Déjà les habitants de plusieurs communes ont amené, au quartier général, à Troyes, des cavaliers ennemis qui pillaient les villages. Leurs porte-manteaux étaient remplis de hardes et d'effets volés. »

« Tous les braves qui ne sont ni de la garde nationale ni de la conscription, sont prévenus qu'il se forme à Amiens une légion de douze cents braves sous les ordres de M. Merlin de Thionville. Ceux qui désirent en faire partie peuvent se présenter chez le commissaire des guerres de la place de Paris qui leur donnera les feuilles de route pour cette ville. »

Et, à côté du mandement de Son Eminence le cardinal Maury qui ordonne des prières publiques pour demander à Dieu la prospérité des armes de l'empereur et roi contre les puissances coalisées, on trouve l'annonce de la nouvelle exposition du Cosmorama et de la mise en vente des deux airs chantés avec tant de succès par Laïs et par Lavigne dans l'opéra de *l'Oristamme*, sans compter la musique composée par M. Persuis pour le ballet de *Nina*, et l'apparition de caricatures inédites chez Martinet, et le compte rendu du *Bâcheron de Salerna* joué aux Variétés, par Brunet et Potier, et la ronde de nuit pour la garde nationale, *Gardons-nous bien*, composé par M. Emmanuel Dupaty, air de M. Kreutzer, et le grand succès de Feydeau : *Bayard à Mézières*, opéra patriotique :

Viens de ton glaive au champ d'honneur  
Faire un rempart à ta patrie !

Sans compter « l'homme de lettres » devenu soldat, et qui forme une légion pour pousser à la vente de ses livres : « M. Benoît Buguet, homme de lettres d'une très-grande distinction, avocat à Chalon-sur-Saône, a quitté une famille très-nombreuse dont il est le chef, pour organiser un corps de partisans qui a fait le plus grand mal à l'ennemi. On en rapporte les promesses les plus brillantes. »

Vues de près, les choses humaines ont plus d'un point de ressemblance, et qui n'est pas fait pour alléger les âmes hautes de l'inévitable amertume que leur apporte la vie.

groupes, le pistolet au poing, se faisaient conduire chez le maire, lui annonçant la venue du corps d'armée, marquaient à la craie sur les portes le nombre des officiers ou soldats, fantassins ou cavaliers, à loger dans chaque maison, puis repartaient au galop, servant ainsi à la fois d'éclaireurs et de fourriers. Ces soldats marchaient en quelque sorte, une carte à la main, semi-espions et semi-géographes. C'est encore cette science tout allemande, et qui fut jadis une science française, c'est la géographie qui nous a perdus. Sur ce point, l'ignorance de nos officiers était proverbiale, et c'est pourtant sur l'excellente carte de notre état-major que se guidaient les Allemands pour passer à travers nos sentiers et nos routes. On n'avait distribué, hélas ! à nos soldats, à cette armée du Rhin destinée à assiéger Mayence et Rastadt que des cartes d'Allemagne.

Sur ce point, le dépourvu, l'ignorance atteignirent des proportions colossales. Que dire de cette dépêche d'un empereur à un maire de petite ville (Étain) ? « Avez-vous des nouvelles de l'armée ? » On en rirait si le drame où on la rencontre n'était pas si désespérément lugubre.

Cependant la fin d'août approchait et le dénoûment ne devait point se faire attendre. Après ses tergiversations et ses hésitations habituelles, Napoléon s'était décidé à marcher sur Metz. Nous avons dit que cette marche était imprudente, mais, par son audace même, elle pouvait réussir à la condition qu'elle fût rapidement exécutée et produisit, sur les derrières de l'armée prussienne, l'effet d'un coup de foudre. On conçoit que Mac-Mahon ayant sur le Prince royal en marche sur Châlons, une avance de plusieurs jours, pouvait, passant la Meuse, tomber sur l'armée du roi alors dans les Ardennes, tandis que Bazaine, sortant de Metz, attaquerait furieusement l'armée de Frédéric-Charles. Ainsi les deux principales armées prussiennes attaquées à la fois par derrière et de front, pouvaient être battues et il ne restait plus ensuite que l'armée du Prince royal contre laquelle lutteraient Bazaine et Mac-Mahon réunis, soit près de 280,000 hommes. Voilà le plan français, celui que M. de Palikao espérait voir réussir. Quant au plan prussien, il consistait à opposer l'armée de Frédéric-Charles à l'armée de Bazaine, tandis que l'armée du Prince royal attaquerait celle de Mac-Mahon et que l'armée du roi de Prusse, placée entre les troupes de son neveu et les troupes de son fils, demeurerait prête à renforcer les unes ou les autres. En dégagant la situation de tout détail de stratégie technique, je crois bien indiquer le sens des opérations.

Pour accomplir son mouvement et essayer de débloquent Metz, Mac-Mahon devait passer la Meuse, pousser sur Dun et attaquer le roi de Prusse dans

ses cantonnements, mais ses hésitations firent qu'au lieu d'attaquer, il fut attaqué et qu'il perdit, d'heure en heure, l'avance qu'il avait sur le Prince royal. En apprenant que plus de vingt-quatre heures étaient perdues, M. de Palikao fut pris d'une sorte de désespoir, et le général de Wimpffen affirme que le ministre de la guerre se rendit chez l'impératrice en lui signifiant que si l'ordre donné au maréchal de se porter sur Metz n'était pas exécuté immédiatement, lui, M. de Palikao, ferait afficher par toute la France que l'empereur était la cause des désastres futurs et inévitables. C'est à M. de Palikao de confirmer l'allégation du général de Wimpffen. Toujours est-il, c'est qu'en envoyant M. de Wimpffen à l'armée pour remplacer M. de Faily à la tête du 5<sup>e</sup> corps, M. de Palikao le nomma en même temps général en chef de l'armée de Châlons, au cas où Mac-Mahon serait tué ou blessé grièvement, et qu'il ordonna au général Vinoy de se mettre en marche avec le 13<sup>e</sup> corps pour appuyer le mouvement du maréchal sur la Meuse, menacer les derrières de l'armée du Prince royal, en évitant toutefois de trop s'engager. Le livre du général de Wimpffen sur *Sedan* est, là-dessus, rempli de détails intimes qui frappent, par leur sincérité absolue et leur vérité !

En marche à travers des chemins difficiles, sous la pluie, une pluie glacée qui détrempait les vêtements, l'armée française avançait lentement, les routes étant encombrées de bagages, de chariots, tandis que l'armée du Prince royal, forte de 190,000 hommes, changeant de front brusquement, se mettait en route à marches forcées, derrière nous et s'efforçait, par sa célérité étonnante, de regagner l'avance que nous avions sur elle.

Il y a quatre-vingts kilomètres environ de Reims, point de départ, à Dun-sur-Meuse. L'armée de Mac-Mahon en faisait douze par jour environ, soit trois lieues, quatre au plus. L'ennemi en faisait le triple. Cette lourde armée allemande renouvelait sa fameuse et rapide marche de flanc qui décida du sort de la journée de Sadowa. Enfin, comme si le commandant français eût pris à tâche de perdre l'avance qu'il avait sur le Prince royal, et, comme si le désordre extrême de l'armée devait être poussé à l'extrême, le 5<sup>e</sup> corps (de Faily) qui formait l'avant-garde et qui bientôt allait se trouver à l'arrière-garde, se heurta, le 27 août, à une quatrième armée prussienne, formée en hâte depuis le 19 août et qui, placée sous les ordres du prince de Saxe, était composée de la garde prussienne, de Saxons, du corps Alvensleben 1<sup>er</sup> et de deux divisions de cavalerie. C'était à Buzancy. La cavalerie française, les chasseurs du général Brahaut, furent contraints de se replier devant l'artillerie allemande placée dans les bois et balayant la route. Le 5<sup>e</sup> corps



BOMBARDÉMENT DE STRASBOURG. — La cathédrale et ses abords, dans la nuit du 24 août.

rétrograda, devant ces forces supérieures, et campa, ce même soir du 27, à Châtillon.

Tous ces bois de l'Ardenne, ces chemins, ces sentiers étaient occupés par l'ennemi ou sillonnés par ses coureurs. L'armée française, on peut le dire, cheminait sous le guet de cent mille adversaires à l'affût, et, en quelque sorte, sous la gueule de leurs canons. Le mouvement du général de Faily sur Buzancy avait été repris par ordre de Mac-Mahon, et les troupes repassaient, sous une pluie torrentielle, par ces mêmes chemins déjà parcourus la veille. Que de temps perdu! Quel désordre! C'était aux environs de Montmédy sans doute que Mac-Mahon espérait opérer sa jonction avec Bazaine. Le 28, le corps d'armée du général de Faily se trouvait près de Nouart et de Bois-des-Dames, en route pour Stenay; et, du côté du Chesne et de Buzancy, à l'endroit où l'on pouvait craindre de voir déboucher l'armée du Prince royal, aucun corps d'armée n'avait été placé pour arrêter l'ennemi. Le 29, tandis que, entre Vouziers et Attigny, deux escadrons de hussards prussiens, mettant pied à terre, enlevaient le village de Voneq; plus loin, à Nouart, un combat malheureux pour nous était livré. C'est encore l'artillerie prussienne qui, par sa précision, faisait reculer nos fantassins et nous contraignait à regagner des hauteurs d'où nos batteries canonnaient les troupes allemandes défilant à une lieue de nous sur cette route que nous voulions suivre et que nous n'avions pu défendre, et, par Buzancy, gagnaient Stenay où devait se rendre le 5<sup>e</sup> corps (de Faily).

Ce corps, formant naguère notre avant-garde, se trouvait donc maintenant à l'arrière-garde de l'armée. Le 7<sup>e</sup> (Félix Douay) se trouvait en arrière, à droite, tout près de Beaumont, appuyé sur le village d'Oches, à la lisière de la forêt de Dieulet. Le 1<sup>er</sup> corps (Ducrot) formait le centre et se trouvait à Raucourt; le 12<sup>e</sup> corps (général Lebrun), comprenant l'admirable division d'infanterie de marine du général de Vassoignes, était campé près du 1<sup>er</sup> corps et formait la gauche. Pour arriver à ce mouvement de concentration, l'armée française avait fait huit lieues en trois jours.

En regardant la carte des Ardennes sur ce point de la frontière franco-belge, on comprend aussitôt le danger que courait notre armée si elle ne pouvait gagner à temps Montmédy ou se rejeter vivement sur Mézières. La Meuse traverse en serpentant ce pays accidenté, raviné, plein de bois, Montmédy forme la première ville forte du département de la Meuse. Mouzon, sur la Meuse, et Carignan, sur la Chiens, sont les deux villes des Ardennes les plus rapprochées. Après elles, derrière le confluent de la Meuse et de la Chiens, est Sedan, enfoncée dans une sorte d'entonnoir, entourée de hauteurs, cernée par des collines vertes et boisées.

Plus loin est Mézières, la seule place forte importante. C'est là, dans cette sorte de triangle formé par la Meuse et la Chiens, qu'allait se jouer la destinée de la patrie!

Le soir du 29 août, le général de Faily, traversant la forêt de Dieulet, s'était établi à Beaumont. Ses troupes n'y arrivèrent que pendant la nuit. Une partie avait combattu avec succès à Bois-des-Dames pour contenir l'ennemi qui menaçait, après l'engagement de Nouart, de poursuivre nos soldats à travers bois. L'arrière-garde du 5<sup>e</sup> corps (division de l'Abadie) ne prit son campement qu'à cinq heures du matin. Après une nuit sombre, ces soldats qui marchaient dans l'obscurité, las, sans distribution de vivres, virent se lever un jour pâle et triste qui devait être le jour fatal de la déroute de Beaumont.

A sept heures du matin, le maréchal Mac-Mahon, qui se rendait à Mouzon, traversa le camp de Beaumont. Il s'arrêta au quartier général et donna ordre à M. de Faily de marcher sur Mouzon. M. de Faily, dans sa brochure justificative sur les *Opérations et marches du 5<sup>e</sup> corps*, nous dit qu'à neuf heures les généraux divisionnaires et les chefs de service réunis purent se convaincre que l'ennemi ne suivait point la marche du 5<sup>e</sup> corps et continuait, au contraire, sa marche sur Stenay. Je ne veux pas faire remarquer que les généraux se réunissaient à *neuf heures*, deux heures après que Mac-Mahon eut donné l'ordre de marcher sur Mouzon: la fatigue excessive des troupes pouvait légitimer ce retard. Mais ce qui est sans excuse, c'est que, sur la simple présomption que les Allemands marchaient sur Stenay, le général ordonna une *grande halte* et retarda jusqu'à *onze heures* pour la tête de colonne, à *midi* pour l'armée, le départ des troupes, afin qu'on pût passer l'inspection des armes et nettoyer les fusils. Quoi! ce général qui s'est vu, la veille et l'avant-veille, poussé par l'ennemi, par cet ennemi qui est partout autour de lui, à cette heure, ce chef d'armée commande aux officiers d'inspecter les armes, aux soldats de les démonter, et cela quand les minutes, sans exagération, comptent pour des siècles! On inspecte ce campement de Beaumont comme on le ferait du camp de Châlons en pleine paix; et, pendant ce temps, « les généraux, dit M. de Wimpffen dans son livre, les généraux et le général en chef, achevaient paisiblement de déjeuner (1). »

Conçoit-on pareille aberration, pareil abandon, un tel oubli de toutes les règles de la prudence? Cette troupe s'offrait ainsi comme désarmée aux coups de l'ennemi, lorsqu'au moment où son avant-garde allait se mettre en route, à midi moins cinq minutes, un obus vint brutalement tomber au mi-

(1) Chez le maire, M. Béquillon

lieu du campement situé au bas de la ville, et sans que nul n'eût pu dire d'où partait le coup. Nos soldats n'étaient pas tous prêts au combat, loin de là; beaucoup en manches de chemise lavaient leur linge ou fourbissaient leurs baïonnettes. Les pièces d'artillerie ne se trouvaient pas en position, les équipages étaient dételés. Jamais depuis le commencement de cette campagne où nous étions sans cesse surpris, attaqués à l'improviste, écrasés sans pouvoir toujours nous défendre, surprise pareille n'avait été vue. Les Prussiens ont dit depuis qu'en apercevant de loin, dans ce bas-fond, ce fourmillement humain, ils avaient d'abord cru à une foire de village, à un rassemblement de paysans. Comment se douter que les généraux français leur rendraient la victoire si facile? M. de Faily, dans sa brochure, fait retomber la responsabilité du choix du campement au général Besson, son chef d'état-major général, qui, marchant avec la tête de colonne, détermina l'emplacement des divers camps. Mauvais choix, à coup sûr, et faute considérable. L'armée pouvait en effet s'établir, non point au bas de Beaumont, mais sur les hauteurs de ce village de Stonne, si bien défendu naturellement par les bouquets d'arbres et de haies, et les monticules qui le protègent. Mais le général de Faily, au lieu de se soucier de choisir un bivouac pour ses soldats, préférait se délasser, chez le maire, des fatigues des jours précédents (1).

Le général Besson devait mourir, en avril 1871, à l'attaque du pont de Neuilly.

Le premier obus prussien causa une stupeur dans le camp français. On court aux armes, on rompt les faisceaux, les bataillons se forment en hâte et se replient en désordre. L'artillerie allemande ouvre un feu continu, écrasant, et une véritable pluie d'obus tombe au milieu de ces masses humaines qui sont des régiments français. Trois régiments de ligne, le 11<sup>e</sup>, le 46<sup>e</sup> et le 68<sup>e</sup>, suivis du 4<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, s'établissent aussitôt sur les hauteurs, et, ouvrant un feu à volonté, rejettent dans le bois les Prussiens qui débouchent en avant du village. Des bois alors sortent des volées de mitraille, tandis que de nouveaux régiments ouvrent un feu terrible contre nos soldats. Et point d'artillerie pour répondre à

(1) M. l'abbé Emmanuel Domenech, dans son *Histoire de la campagne de 1870-71*, prête à M. le général de Faily un propos que le général doit démentir, s'il n'est pas exact, car il est terriblement accusateur. Le général déjeunait. On vient l'avertir que les Prussiens approchent. — « Ah! bah! répliqua M. de Faily, nous leur avons tué hier assez de monde, ils peuvent bien nous mettre aujourd'hui quelques hommes hors de combat. Allons, débouchons une bouteille! » (Page 183.) Ces faits, ajoute M. Domenech, nous parurent si monstrueux, que nous ne nous décidâmes à les enregistrer qu'après quinze jours d'enquêtes et de contre-enquêtes. — Il faut que M. de Faily démente ces paroles, s'il ne veut pas que l'histoire s'en empare définitivement.

l'artillerie allemande. Il a fallu harnacher les chevaux, atteler les pièces, les sauver d'abord avant de les mettre en position. Alors l'ennemi sort en foule, avec ses hurrabs habituels, des bois d'où il nous foudroie. Des bataillons français s'élançant à la baïonnette pour arrêter la marche des Allemands. Ceux-ci, n'attendant pas la charge à l'arme blanche, accueillirent les nôtres par une fusillade épouvantable. Il faut reculer, battre en retraite. L'ennemi, sur la gauche de l'armée, tourne nos troupes et les rejette sur Mouzon. Le centre est enfoncé par les Bavarois. La retraite est une déroute. A travers les taillis, passent les coups de sifflets des officiers prussiens, et les balles des tirailleurs, couchés derrière les arbres, jettent le désordre dans les rangs confondus de ce corps d'armée qui n'est plus qu'une foule.

Le soir vient. Un régiment de cavalerie, le 5<sup>e</sup> cuirassiers, du 12<sup>e</sup> corps, s'élançant, dans une charge à fond, sur l'ennemi qu'il veut contenir. L'artillerie allemande le mitraille. Quelques bataillons solides, un entre autres, du 30<sup>e</sup> de ligne, protège la retraite, et, jusqu'à six heures du soir, paralyse par son attitude énergique, son feu multiplié, les dernières attaques de l'ennemi. Quand cette poignée de braves soldats, se relevant de leur position de tirailleurs à genoux, traversèrent la Meuse, le soir venu, ils n'avaient plus une cartouche. Les quatre-vingt-dix cartouches d'ordonnance étaient brûlées, et tous les coups avaient porté, sur les colonnes ennemies, en pleine chair.

Pendant ce temps, le corps du général Félix Douay (le 7<sup>e</sup>) arrivait sur le champ de bataille, essayant d'arrêter le mouvement débordant des Prussiens. L'infanterie de marine du 12<sup>e</sup> corps (Lebrun) défend aussi le passage de la Meuse, avec une intrépidité superbe; mais c'en est fait, la journée est perdue. L'armée tout entière reçoit l'ordre de se replier sur Sedan par Carignan et Bréville, sur la rive gauche de la Chiens.

Déjà des régiments entiers, poussés par la défaite jusque sur le territoire belge, avaient été forcés de déposer les armes entre les mains des soldats de ce peuple neutre dont le cœur battait au spectacle de l'écrasement d'une nation qui l'aime et qu'il aime aussi.

Les routes étaient pleines de fuyards; des compagnies erraient, perdues dans les bois. Certains régiments du 5<sup>e</sup> corps n'étaient plus que des bandes. Le général de Wimpffen, venu d'Oran et arrivé ce même jour 30 août, à Mézières, à huit heures du matin, se heurta contre cette cohue de soldats qui était justement le corps d'armée qu'on lui donnait ordre de commander. Qui sait si, arrivé trois jours plus tôt, le général de Wimpffen n'eût pas évité à l'armée le désastre de Sedan, en empêchant cette déroute de Beaumont?